

décrets et arrêtés

PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT

Décret gouvernemental n° 2018-972 du 29 novembre 2018, portant création du ministère de la fonction publique, de la modernisation de l'administration et des politiques publiques.

Le chef du gouvernement,

Vu la constitution et notamment son article 92,

Vu la loi n° 64-44 du 3 novembre 1964, relative à la réforme de l'école nationale d'administration, telle que modifiée par la loi n° 86-83 du 1er septembre 1986, relative à la loi des finances rectificative pour la gestion 1986,

Vu le décret n° 70-118 du 11 avril 1970, relatif à l'organisation des services du Premier ministre, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété, notamment le décret n° 87-1311 du 5 décembre 1987,

Vu le décret n° 71-133 du 10 avril 1971, relatif à la réorganisation des services du Premier ministre,

Vu le décret n° 75-316 du 30 mai 1975, relatif à la fixation des attributions du ministère des finances, notamment son article 2,

Vu le décret n° 87-1298 du 27 novembre 1987, relatif au rattachement des structures du ministère de la fonction publique et de la réforme administrative au Premier ministre,

Vu le décret n° 2000-2453 du 24 octobre 2000, relatif à la création d'une direction générale de la formation et du perfectionnement au Premier ministre et à la fixation de ses attributions et son organisation,

Vu le décret n° 2002-2131 du 30 septembre 2002, relatif à la création de structures au Premier ministre,

Vu le décret n° 2005-1894 du 5 juillet 2005, relatif à la création d'une unité de l'administration électronique au Premier ministre,

Vu le décret n° 2007-1885 du 23 juillet 2007, relatif à la fixation de l'organisation administrative et financière de l'école nationale d'administration, ensemble les textes qui l'ont modifié et complété, notamment le décret n° 2014-4568 du 31 décembre 2014,

Vu le décret n° 2010-258 du 9 février 2010, relatif à la création d'un comité général de la fonction publique au Premier ministre,

Vu le décret Présidentiel n° 2016-107 du 27 août 2016, portant nomination du chef du gouvernement et de ses membres,

Vu le décret gouvernemental n° 2017-468 du 10 avril 2017, relatif au rattachement des structures à la Présidence du gouvernement,

Vu le décret Présidentiel n° 2018-125 du 14 novembre 2018, portant nomination de membres du gouvernement,

Vu l'avis du ministre des finances,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Après la délibération du conseil des ministres.

Prend le décret gouvernemental dont la teneur suit :

Article premier - Est créé le ministère de la fonction publique, de la modernisation de l'administration et des politiques publiques.

Art. 2 - Sont rattachées au ministère de la fonction publique, de la modernisation de l'administration et des politiques publiques, les structures relevant de la Présidence du gouvernement ci-après citées :

- le comité général de la fonction publique,
- la direction générale des réformes et perspectives administratives,
- l'unité de suivi de l'organisation des établissements et des entreprises publiques,
- l'unité de l'administration électronique,
- la direction de la qualité du service public,
- la direction de la planification,
- l'unité de la qualité des prestations administratives.

Art. 3 - Est placée sous la tutelle du ministère de la fonction publique, de la modernisation de l'administration et des politiques publiques, l'école nationale d'administration.

Art. 4 - Les attributions du ministère de la fonction publique, de la modernisation de l'administration et des politiques publiques, sont fixées par décret gouvernemental.

Art. 5 - Les dispositions du présent décret gouvernemental prennent effet à compter du 14 novembre 2018.

Art. 6 - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires aux dispositions du présent décret gouvernemental.

Art. 7 - Le présent décret gouvernemental sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 29 novembre 2018.

Le Chef du Gouvernement
Youssef Chahed

Par décret gouvernemental n° 2018-973 du 22 novembre 2018.

Est renouvelé l'octroi d'un congé pour la création d'entreprise à Madame Rim Louhichi épouse Belkhiria, technicien supérieur en chef catégorie 7, à la télévision tunisienne pour une deuxième année, et ce, à compter du 2 octobre 2018.

Par décret gouvernemental n° 2018-974 du 22 novembre 2018.

Le congé pour la création d'une entreprise de Monsieur Tarek Gasmi, analyste divisionnaire, est prolongé d'une année supplémentaire, à compter du 2 octobre 2018.

Par décret gouvernemental n° 2018-975 du 22 novembre 2018.

Le congé pour la création d'une entreprise de Madame Imen Haddad, rédacteur conseiller adjoint, est prolongé d'une année supplémentaire, à compter du 2 octobre 2018.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Par décret gouvernemental n° 2018-976 du 22 novembre 2018.

Est accordé à Monsieur Haythem Hmidi, attaché d'administration au tribunal de première instance de l'Ariana, un prolongement du congé d'une année renouvelable pour la création d'entreprise, à compter du 8 août 2017.

MINISTERE DES FINANCES

Par décret gouvernemental n° 2018-977 du 22 novembre 2018.

Est accordé à Monsieur Lamine Moulahi, inspecteur général des services financiers au ministère des finances, un congé pour la création d'une entreprise pour une deuxième année, à compter du 10 juillet 2018.

Par décret gouvernemental n° 2018-978 du 22 novembre 2018.

Est accordé à Monsieur Akram El Abed, conseiller des services publics à la direction générale des impôts au ministère des finances un congé pour la création d'une entreprise d'une deuxième année, à compter du 10 juillet 2018.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Par décret gouvernemental n° 2018-979 du 22 novembre 2018.

Le congé pour la création d'entreprise accordé à Monsieur Abderrazek Mohamed Jounaidi, ingénieur général au ministère de l'industrie et des petites et moyennes entreprises.

Arrêté du ministre de l'industrie et des petites et moyennes entreprises du 26 octobre 2018, portant institution d'une concession d'exploitation de substances minérales du 4^{ème} groupe au lieu dit "Tozrous" dans le gouvernorat de Tozeur.

Le ministre de l'industrie et des petites et moyennes entreprises,

Vu la constitution,

Vu le code minier promulgué par la loi n° 2003-30 du 28 avril 2003,

Vu le décret n° 2003-1725 du 11 août 2003, fixant les coordonnées géographiques et les numéros des repères des sommets des périmètres élémentaires constituant les titres miniers,